



Vers un Acte pour le Marché unique

Dans sa communication (COM(2010) 608) en date du 27 octobre 2010, "Vers un Acte pour le Marché unique. Pour une économie sociale de marché hautement compétitive, 50 propositions pour mieux travailler, entreprendre et échanger ensemble", la Commission européenne soumet au débat public, pendant 4 mois, un ensemble de propositions susceptibles de constituer un nouveau cadre de dialogue au service des Européens, ce qui implique "les services d'intérêt économique général et les services financiers de détail". La Commission précise qu'elle "n'évacuera aucun débat, même les plus difficiles".

On relèvera, en particulier, que la partie 2 de la communication, qui vise à mettre "les Européens au cœur du marché unique pour retrouver la confiance", rappelle que des outils juridiques nombreux autorisent les institutions européennes à réinvestir le champ social et à intégrer des investissements sociaux et d'intérêt général dans la relance économique et financière.

Le chapitre 2.1, qui s'intitule "Améliorer les services publics et les infrastructures clés" fait référence à l'article 14 du TFUE et au Protocole 26 mais d'une part ne fait pas référence au fait que "le Parlement européen et le Conseil, statuant par voie de règlements conformément à la procédure législative ordinaire", établissent les principes et fixent les conditions permettant aux SIEG d'accomplir leurs missions, apport essentiel du traité de Lisbonne, d'autre part édulcore le traité en limitant les pouvoirs des autorités publiques à la "possibilité" de fournir, faire exécuter et organiser les SIEG, alors que ces autorités ont un "large pouvoir discrétionnaire".

Sur cette base, la Commission s'engage à adopter, notamment :

- ♦ d'ici 2011 une communication accompagnée d'un ensemble d'actions sur les services d'intérêt général (proposition 25) afin que les services publics, y compris les services sociaux, soient plus aisés à opérer au niveau approprié, obéissent à des règles claires de financement, qu'ils soient de qualité et accessibles à tous. A cet effet, une "boîte à outils" permettra aux administrations publiques "d'offrir, dans le champ de leurs compétences et dans la large autonomie qui est la leur, des services publics locaux de qualité", dans laquelle on trouvera la révision des règles applicables aux marchés publics et une directive sur les concessions ; les citoyens pourront porter un jugement sur l'évolution de la qualité des services déjà libéralisés (les services en réseaux) ; une "évaluation dynamique" sera faite des besoins d'accès aux services considérés par les Européens comme essentiels. A cette fin, la Commission mettra à jour les réponses aux questions pratiques sur l'application du droit de l'UE aux services économiques d'intérêt général (aides d'Etat, marchés publics), mettra en place les moyens de faire des comparaisons à l'échelle européenne, examinera l'opportunité et la possibilité d'étendre les obligations de service public à de nouveaux domaines.

- ♦ en 2011, une révision des orientations communautaires pour le développement du réseau transeuropéen de transport, ainsi qu'une proposition relative à un cadre réglementaire global de financement des infrastructures (proposition 26)

- ♦ une communication sur les priorités des infrastructures énergétiques pour 2020/2030 (proposition 27)

La proposition sur le programme d'action sur le spectre radioélectrique européen est, quant à elle, déjà sortie.

Towards a Single Market Act

In its Communication (COM (2010) 608) dated October 27, 2010, entitled "Towards an Act for the Single Market. For a highly competitive social market economy, 50 proposals for improving our work, business and exchanges with one another," the European Commission has submitted to public debate, for a 4 months period, a series of proposals that are likely to constitute a new framework for dialogue offered to Europeans, which involve "services of general economic interest and services of retail financial services". The Commission states that it "will not shy away from any debate, even the most difficult ones."

It will be noted, in particular, that part 2 of the communication, which aims to place "Europeans at the heart of the single market in order to restore confidence," recalls that a number of legal instruments authorise European institutions to return to the social field and incorporate social and general interest investments in the economic and financial recovery.

Chapter 2.1, entitled "Improving public services and key infrastructure" refers to Article 14 of the TFEU and to Protocol n° 26, nonetheless it, on the one hand, does not relate to the fact that "the European Parliament and The Council, acting by means of regulations in accordance with the ordinary legislative procedure", establish principles and set conditions enabling SGEI to accomplish their missions, an essential contribution of the Treaty of Lisbon and, on the other hand, waters down the Treaty by limiting the public authority powers of the "possibility" to provide, commission and organise SGEI, whereas these authorities have "broad discretionary powers".

Whence, the Commission undertakes to adopt, notably:

- ♦ by 2011 a communication that will be accompanied by a series of actions on services of general interest (proposal n° 25), so that public services, including social services, become easier to operate at the appropriate level, that they observe clear financing rules, are of the highest quality and actually accessible to all. To this end, a "toolkit" that will enable public authorities to "provide, within the scope of their powers and with sufficiently broad autonomy, high-quality local public services", in the toolkit in question will include the revision of public procurement rules and a Directive on concessions; all citizens would be able to assess the evolution of the quality of already liberalised services (services provided in networks); a "dynamic assessment" will be made on the access needs to services regarded as essential by Europeans. To this effect, the Commission will update answers to practical questions about the application of EU law to services of general economic interest (State Aid, public procurement), it will provide means to render comparisons at the European level possible and it will examine the appropriateness and the feasibility of extending public service obligations to additional areas.

- ♦ in 2011, a revision of the Community guidelines for the development of the Trans-European transport network, and a proposal on a global framework for the funding of transport infrastructure (proposal 26).

- ♦ a Communication on energy infrastructure priorities up to 2020/2030 (proposal 27).

The proposal on the Action Programme for European Radio Spectrum is, meanwhile, already published.

Toutefois, le désenchantement vis-à-vis du marché unique venant aussi de la perception que les libéralisations successives se sont faites au détriment des droits sociaux acquis, il convient de revitaliser le dialogue entre les partenaires sociaux (chapitre 2.2). C'est pourquoi, la communication annonce, en particulier, qu'elle veillera à ce que les droits garantis par la Charte des droits fondamentaux, y compris le droit de mener des actions collectives, soit pris en compte (proposition 29), qu'elle adoptera en 2011 une proposition législative pour améliorer la mise en œuvre de la directive sur le détachement des travailleurs "qui sera susceptible d'inclure ou d'être complétée par une clarification de l'exercice des droits sociaux fondamentaux dans le contexte des libertés économiques du marché unique" (proposition n°30), qu'elle réexaminera la directive sur la surveillance des institutions de retraites professionnelles (proposition 31), qu'elle lancera une consultation avec les partenaires sociaux pour établir un cadre européen sur les restructurations industrielles (proposition 32).

Le chapitre 2.4 s'intéresse aux nouveaux moyens pour l'économie sociale de marché. La Commission annonce des initiatives en 2011 pour soutenir l'entreprenariat social innovant, améliorer la qualité des structures juridiques (projet de règlement sur le statut de fondation européenne, consultation sur le statut de coopérative européenne, études sur la situation des mutuelles). Le chapitre 2.5 s'intéresse aux consommateurs ; il y est annoncé, notamment, une initiative législative sur l'accès à certains services bancaires de base début 2011, sur le marché unique intégré du crédit bancaire début 2012, le droit des passagers aériens, une communication sur les droits des passagers des transports dans tous les modes. La communication examine ensuite "les outils d'une bonne gouvernance du marché unique" : dialogue, partenariat, évaluation.

En 2012, les résultats de la mise en œuvre de la communication seront évalués, sur la base d'indicateurs quantitatifs semble-t-il, et à partir de cette évaluation la Commission envisagera une seconde phase d'approfondissement du marché unique.

C'est donc un programme très chargé de communications pour les prochains mois qu'annonce la Commission, programme qui vient en appui de la stratégie UE 2020 et qui s'articule avec son Rapport sur l'exercice des droits des citoyens de l'UE (COM(2010) 603) et la Stratégie pour la mise en œuvre effective de la charte de droits fondamentaux (COM(2010) 573).

Ce document est soumis à la consultation publique jusqu'au 28 février 2011. Le CELSIG prépare sa contribution.

http://ec.europa.eu/internal_market/smact/index_fr.htm

Autre consultation publique

Sur la politique de cohésion, ouverte jusqu'au 31 janvier 2010

http://ec.europa.eu/regional_policy/consultation/5cr/index_fr.cf m

Nouveau site CELSIG

Nous vous invitons à visiter le site web du CELSIG www.celsig.org qui a été totalement rénové. Il comporte en particulier un moteur de recherche exclusif qui permet d'accéder en 3 clics à toute l'actualité européenne des 15 dernières années sur les services d'intérêt général, sur la base des 271 numéros parus de Nouvelles News Europe, avec deux approches, sectorielle et transversale.

Cet outil exceptionnel met à la disposition de tous les éléments de la problématique des services d'intérêt général et de l'intérêt général en Europe.

However, since the disillusionment as regards the single market is also caused by the feeling that successive liberalisations were undertaken at the expense of acquired social rights, it is therefore appropriate to reinvigorate the dialogue between social partners (Chapter 2.2). This is why the communication declares, in particular, that it will ensure that the rights guaranteed by the Charter of Fundamental Rights, including the right to take collective action, be taken into account (proposal n° 29), that it will, in 2011, adopt a legislative proposal to improve the implementation of the directive on the posting of workers "which will likely include or be supplemented by a clarification of the exercise of fundamental social rights in the context of economic freedoms included in the Single Market" (proposal n° 30), that it will re-examine the Directive on the activities and surveillance of pension funds (proposal n° 31) and that it will launch a consultation with social partners in order to establish a European framework for advancing planning on industrial restructuring (proposal n° 32).

Chapter 2.4 focuses on new means for the social market economy, the Commission announces initiatives for 2011 to support and accompany innovative social entrepreneurship, improve the quality of legal structures (a draft Regulation on the European Foundation Statute, the launching of a consultation on the Statute for a European Cooperative Society and the launching of studies on the situation of mutual associations). Chapter 2.5 focuses on consumers; in particular, the chapter announces, a legislative initiative on access to certain basic banking services in early 2011, on the single integrated market of bank credit in early 2012, on air passenger rights and, on a Communication on passenger rights in all transport modes. Then, the communication examines "tools of good governance of the Single Market": dialogue, partnership and evaluation.

In 2012, the results of the implementation of the Communication will be assessed, apparently, on the basis of quantitative indicators and, from this assessment the Commission will consider a second phase to further the single market.

Thus, it is a very busy schedule of Communications for the coming months, being announced by the Commission, a program that backs the 2020 strategy and which hinges with its Report on the exercise of citizens' rights of the EU (COM (2010) 603) and the Strategy for the effective implementation of the Charter of Fundamental Rights (COM (2010) 573).

This document is submitted to public consultation, running until 28th February 2011. CELSIG is preparing its contribution.

http://ec.europa.eu/internal_market/smact/index_en.htm

Another Public consultation

On the cohesion policy, open until 31st January 2010

http://ec.europa.eu/regional_policy/consultation/5cr/index_en.cf m

New site for CELSIG

We are inviting you all to visit our new CELSIG, www.celsig.org, website which has undergone dramatic renovation. It now includes, in particular, an exclusive search engine that provides access, in just 3 clicks, to any European news on services of general interest covering the last 15 years, based on the 271 published issues of the News Europe bulletin and offering two approaches, sectoral and transversal.

This unique tool places at the disposal of everyone all the information concerning the issues of services of general interest and of general interest in Europe.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. Distributed by E-mail exclusively. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.